



Message de solidarité aux travailleurs grecs **À Paris comme à Athènes, non à l'austérité !**

L'Union Départementale des Syndicats CGT de Paris est préoccupée par l'extrême violence sociale des plans d'austérité qui frappent le peuple grec. Dans le même temps, nous apprécions et encourageons la résistance des travailleurs et de la population grecque, qui s'est exprimée à nouveau les 10 et 11 février par de très fortes luttes.

Nous sommes aussi préoccupés par la mise sous tutelle de l'État et du peuple grecs. La Grèce, berceau de la démocratie, est en proie à une vraie déroute d'une certaine forme de la représentation politique, qui nie les intérêts du peuple qui l'a pourtant élue ! En France aussi nous nous interrogeons, et nous puisons dans notre Histoire pour y trouver des ressources pour le présent. La Commune de Paris en 1871 et le programme du Conseil National de la Résistance de 1944 furent le produit des aspirations populaires. Ils ont marqué l'Histoire du mouvement ouvrier, et nous inspirent encore aujourd'hui dans la recherche d'une réelle démocratie par le peuple et pour le peuple.

Partout dans la zone euro, les créanciers (banques privées irriguées à bas taux par la Banque Centrale Européenne) misent sur les dettes publiques pour en tirer profit. Ces dettes ne résultent pas d'un excès de dépenses publiques, mais d'un manque de recettes fiscales, les plus fortunés étant les plus épargnés. De plus, le poids des intérêts des dettes publiques plombent encore davantage les budgets des États. La crise, c'est eux ; la solution, c'est nous ! Il faut donc, partout en Europe, combattre toute idée de culpabilisation des salariés, des fonctionnaires, des retraités, des chômeurs, et au contraire accentuer les luttes revendicatives. D'autant plus que de véritables fortunes se sont accumulées ces dernières années ; une minorité de fortunés a creusé le fossé des inégalités de revenu et de patrimoine avec une grande partie de la population.

L'abaissement du salaire minimum à 520 € en Grèce est scandaleux. En France aussi, nous le disons : non à la génération 500 € ! Partout aussi, nous agissons contre la casse des garanties collectives et contre la déréglementation du temps de travail. Le chômage massif, les bas salaires, la précarité, conduisent à ce que les droits les plus élémentaires soient bafoués (logement, santé, éducation,...).

Toutes les mesures prises dans le cadre des plans d'austérité ne vont qu'aggraver la situation. Le choix de la récession prévaut, alors que toute idée de relance économique est écartée. La CGT agit en faveur du plein emploi, des hausses de salaires, des garanties collectives, de la protection sociale, des services publics. En Grèce, comme dans de nombreux pays européens, les Syndicats agissent également dans ce sens ; la CES (Confédération Européenne des Syndicats) joue un rôle essentiel pour coordonner ces actions et les étendre.

La CGT s'inscrit dans la journée de mobilisation européenne du 29 février impulsée par la CES, en appelant les salariés à décider de la grève et à participer aux nombreuses manifestations qui auront lieu sur tout le territoire français. A Paris aussi, en cette veille du sommet européen du 1^{er} mars qui entend faire inscrire la baisse des dépenses publiques dans les Constitutions des États, nous lutterons.

Travailleurs de tous les pays, soyons unis !

Paris, le 15 février 2012